

Un document inédit sur l'histoire de la Convention nationale

par

Michel BIARD

Professeur d'Histoire du monde moderne et de la Révolution française
GHRis – Normandie Université, Rouen

Un document inédit sur l'histoire de la Convention nationale

Parmi les très nombreux documents conservés dans la riche Collection Michel Bernstein de l'Université Senshu (Tokyo)¹, figurent soixante et un volumes nommés « Recueil de brochures révolutionnaires ». Comme leur titre l'indique, chacun d'eux rassemble des brochures de natures diverses acquises par Michel Bernstein, sans qu'il soit toujours possible de déterminer leur provenance originelle. Mémoires, lettres, discours, instructions, rapports, arrêtés, extraits de procès-verbaux ou de registres, adresses et pétitions, poésies, hymnes, chants, etc., y voisinent dans un ordre souvent peu compréhensible pour celle ou celui qui les découvre. Michel Bernstein ayant lui-même choisi de rassembler ces brochures en volumes reliés et numérotés, il est évident que des logiques intellectuelles devaient pourtant déterminer les regroupements qu'il avait arrêtés. Dans cet ensemble, le tome 56² contient des documents imprimés d'une grande variété, concernant des sujets sans guère de rapports entre eux, des départements différents, des dates allant de 1788 à l'an XIV (mais majoritairement de 1790 à l'an II). Eu égard à sa diversité même, ce tome semble bien relever du simple recueil de *varia*. Tout à la fin du volume, un texte manuscrit, le seul document manuscrit qui y est inclus, concerne l'histoire de la Convention nationale. Pourquoi Michel Bernstein a-t-il demandé à son relieur de le placer ici, nous ne le savons pas. En revanche, d'autres tomes attestent sa volonté d'assembler des documents proches, et notamment de joindre un manuscrit à un ou des document/s imprimé/s se rapportant à un même sujet. Force est alors de remarquer qu'à la fin de ce tome 56 figurent quatorze documents rédigés par Veau de Launay, représentant élu à la Convention nationale par les électeurs d'Indre-et-Loire. Toutefois, ils sont séparés du texte manuscrit par plusieurs autres pièces, et par ailleurs le contenu du manuscrit n'incite point à penser à une éventuelle paternité de Veau de Launay. Sauf découverte encore à venir qui permettrait par exemple de rapprocher deux écritures, ce manuscrit restera hélas anonyme.

Quoi qu'il en soit, le document se présente sous la forme de 14 feuillets recto verso, à l'exception du dernier dont seul le recto est rédigé, soit au total 27 pages. De format 22.5x17 cm, ces feuillets sont dans un très bon état de conservation, le papier étant simplement jauni. L'écriture, à l'encre, est régulière et très lisible. Le tout n'est pas paginé, mais sur le recto du premier feuillet³ figurent les mentions « N°34 », « Soixante cinquième », « Cote première ». Cela laisse à penser qu'il s'agit là d'une simple partie d'un ensemble beaucoup plus vaste, aujourd'hui disparu ou séparé en plusieurs morceaux. Sans doute chapitre isolé d'une œuvre plus importante, le texte porte le titre de « Fragments sur le gouvernement révolutionnaire ou la terreur », et il se subdivise en six parties : « Sur l'insurrection du 31 Mai 1793 », « Faute des chefs de l'insurrection des Départements contre le 31 Mai », « Régime de la terreur ou

1 Sur cette collection et son histoire, voir Michel BIARD et Yoshiaki ÔMI, « La collection Michel Bernstein (Université Senshu, Tokyo) », *Annales historiques de la Révolution française*, 2011, n°2, p. 193-210.

2 Le volume a été catalogué comme tome 100 par l'Université Senshu.

3 Voir *infra* sa reproduction.

Gouvernement révolutionnaire », « Sur le 9 thermidor 1794 », « Bizarre gouvernement qui résulte du 9 thermidor et du 4 prairial », « Formation d'un nouveau Gouvernement par des Comités ».

Si l'auteur nous est inconnu, le texte permet au moins de supposer qu'il est contemporain des faits relatés, notamment par l'évocation de ses « reconnaissants souvenirs » à propos du 9 thermidor. Ses pages couvrent une période qui va de la mise à l'écart des Girondins au printemps 1793 jusqu'à l'an III, période dont, à le lire, on peut imaginer sans peine le côté désagréable pour sa situation personnelle. Après avoir présenté ce qu'il pense être les causes de l'échec des révoltes « fédéralistes » au cours de l'été 1793, et donné au passage des conseils pour toute révolte à venir et du même genre, il consacre plusieurs pages au « régime de la terreur », qualifié de « despotisme de la mort » et ici confondu avec le Gouvernement révolutionnaire. Huit pages, soit près du tiers de l'ensemble, nous offrent alors son témoignage et ses réflexions sur le 9 thermidor, qualifié de « jour de la délivrance de la plus malheureuse nation ». Quant à la fin de son texte, il est consacré à l'an III et aux incertitudes politiques qui marquent la dernière année d'existence de la Convention nationale. Si rien ne permet donc d'identifier l'auteur, l'ensemble de ses réflexions politiques n'en reste pas moins intéressant sur cette période clé de la Révolution française⁴.

Michel BIARD

GRHis, Normandie Université

4 Ce document inédit est publié avec l'aimable autorisation de l'Université Senshu, de Tokyo, accordée à la demande du Professeur Yoshiaki Ômi en charge de la Collection Michel Bernstein. Que celui-ci en soit ici remercié.

[1] « **Fragments sur le gouvernement révolutionnaire, ou la terreur**⁵.

Sur l'insurrection du 31 mai 1793.

Le plan d'une insurrection active est aussi difficile dans un vaste empire, qu'il est facile dans un petit Etat⁶.

Comment se communiquer à travers de telles distances, comment trouver dans chaque lieu la même volonté, le même zèle, des moyens proportionnés aux difficultés ?

Chacun a son système, et veut que les autres s'y soumettent.

Chacun craint de s'avancer le premier et personne ne se met en avant ; chacun, à chaque effort, attend que les autres en fassent autant ; chacun tremble de rester seul, et est tout prêt de faire son accommodement séparé.

[2] Il n'est pas vrai que la liberté ne convienne pas aux grands Etats ; mais il l'est qu'ils peuvent moins la défendre, et surtout moins la recouvrer. L'insurrection de volonté se montre partout, celle de fait nulle part⁷.

Il faut se borner à une insurrection *passive*⁸, telle qu'aurait dû être celle des départements en 1793 contre le coup jacobin dit du 31 Mai.

Faute des chefs de l'insurrection des Départements contre le 31 Mai.

Vous levez des contributions ; vous enrôlez les citoyens ; vous faites des manifestes contre la Convention ; vous voulez venir l'attaquer à Paris et faire votre jonction dans ce centre de l'Empire⁹.

Ne menacez pas de si loin ; frappez d'où vous êtes ; ne demandez rien à vos peuples que leur rébellion ; mais rendez-la *active* ; rendez [3] la contagieuse ; répandez-la d'un lieu à un

5 Les titres soulignés en gras sont rédigés dans le manuscrit avec une encre plus épaisse et des lettres plus grandes. Chaque retour à la ligne y est indiqué sous la forme d'un trait qui sépare deux phrases ou deux passages. Après chacun des titres, l'auteur a placé un double trait, plus épais. Ce même double trait se retrouve à la fin de la dernière page, comme s'il s'agissait de marquer cette fois une rupture entre deux chapitres. Aucune pagination n'étant indiquée, j'ai choisi ici de faire apparaître les numéros de page entre crochets. L'orthographe a été modernisée pour rétablir des noms propres (« Collot » au lieu de « Colot », « Barère » pour « Barrère », etc.) et faire disparaître des usages anciens (« fragments » au lieu de « fragmens », de même pour « départements » à la place de « départemens », ainsi que pour les conjugaisons avec « avait » substitué à « avoit »). En revanche, quelques coquilles ont été volontairement laissées en l'état.

6 Se retrouvent ici les considérations, en vogue au XVIII^e siècle, sur les liens potentiels entre système politique et immensité ou non du territoire national.

7 Distinction fondamentale que celle-ci, dans le cas des « révoltes fédéralistes », dès lors que certains départements et villes en sont restés à de simples déclarations d'intention hostiles au coup de force des 31 mai et 2 juin 1793, alors que d'autres n'hésitaient pas à passer à l'action et à se mettre *de facto* en état de « rébellion ».

8 Les mots et passages en italiques sont soulignés dans l'original.

9 Sur les décisions prises dans les foyers principaux de « révolte fédéraliste », on se reportera notamment à Paul R. Hanson, *The Jacobin Republic Under Fire. The Federalist Revolt in the French Revolution*, Univ. Park, The Pennsylvania State Univ. Press, 2003 ; et à Anne de Mathan, *Girondins jusqu'au tombeau. Une révolte bordelaise dans la Révolution*, Bordeaux, Éditions Sud-Ouest, 2004. Cette dernière montre bien, pour le cas bordelais, comment les meneurs de la révolte prennent diverses mesures pour lever des hommes et des fonds, mais aussi envisager une action armée commune avec d'autres départements.

autre ; augmentez-la de sa masse et de sa vitesse. Laissez vos hommes chez eux ; mais qu'ils s'y agitent, s'y échauffent sans cesse ; qu'ils n'agissent que sur leurs voisins ; et que leurs voisins réagissent sur eux¹⁰.

Ne voyez-vous pas combien il est difficile de tirer de chez eux des bourgeois de Marseille, de Lyon, de Bordeaux, de Rennes, etc.¹¹, de leur faire traverser la France, qui ne sait encore si elle avouera ou désavouera cette croisade ; si elle y prendra part ou non ; ne hasardez pas de les amener à Paris ; où ils peuvent prendre le parti de fraterniser, pour retourner plutôt chez eux.

Contentez-vous de parcourir dans tous les sens chacun de vos départements ; d'y obtenir l'adhésion à vos actes ; d'y faire désarmer les Jacobins ; de les garder en otages ; de destituer tous les fonctionnaires publics suspects ou qui ne reconnaîtraient pas l'insurrection ; de [4] vous saisir des proconsuls ; d'arrêter tous les émissaires de la Convention, surtout ses distributeurs d'*assignats*¹².

Cette insurrection, vraiment patriotique, se ressentit de la turbulence, du décousu, de la présomption de cette faction de la *Gironde* qui eut l'insolente ambition de prévaloir sur les Constituants ; qui ne sut qu'emprunter les forces des Jacobins ; leur esclave au 10 Août ; leur victime au 31 Mai ; illustre à la tribune par le bien et par le mal ; coupable et infortunée dans toutes ses conceptions politiques¹³.

Régime de la terreur ou Gouvernement révolutionnaire¹⁴.

Après la ruine du parti départemental, tout s'abattit à la fois ; on ne rivalisa plus que d'une lâche soumission sous la verge des tyrans.

[5] Ceux-là donnèrent toute leur fortune, qui avaient refusé une faible contribution.

Ceux qui avaient craint d'adhérer à une résistance légale furent trop heureux de trouver un asile loin de leurs foyers.

Ceux-là marchèrent contre la ville voisine, qui n'avaient pas voulu défendre la leur.

10 Autant de conseils qui ne sont pas sans rappeler non les « révoltes fédéralistes », mais le cas de la « Vendée », où, de fait, les bandes armées agissent longtemps à une échelle très locale et usent de leurs relations de voisinage pour étendre le soulèvement.

11 On notera l'absence de Caen et des départements normands, où se fomenta pourtant et d'où partit la seule véritable expédition armée envoyée contre Paris, dispersée sans gloire aucune près de Pacy-sur-Eure en juillet 1793.

12 Pour renverser le pouvoir à l'échelle nationale. c'est donc là une prise du pouvoir local qui est clairement privilégiée pour faire des départements ainsi conquis autant de places fortes et de points d'appui en vue de s'emparer à terme du pouvoir central. S'agissant des arrestations de représentants du peuple en mission (les « proconsuls ») et des Jacobins, elles eurent bel et bien lieu dans nombre de villes soulevées à l'été 1793.

13 Avec une telle charge contre l'incapacité politique prêtée à Brissot et ses amis, il est pour le moins difficile d'imaginer que l'auteur soit un ancien Girondin. En revanche, la référence aux Constituants peut, elle, suggérer une piste du côté de ceux qui furent membres de cette Assemblée (ce qui, eu égard à leur nombre, relève de l'aiguille dans la botte de foin...).

14 Cette notion de « régime de la terreur », dérivée de « système de la terreur », s'impose aux lendemains immédiats de Thermidor, notamment par l'intermédiaire de Tallien. On notera surtout ici la confusion faite entre « terreur » et Gouvernement révolutionnaire, alors que le coup de force de Thermidor ne met absolument pas fin à ce gouvernement d'exception, dont les « Thermidoriens » exploitent alors les ressources pour mener une tout autre politique.

Ceux-là entrèrent de toutes parts dans les prisons, qui avaient pour principe de sécurité de ne se mêler de rien.

Ceux-là montèrent sur les échafauds, qui avaient livré leurs parents et leurs amis.

Et partout la France fut traitée par la lie de sa population comme jamais le conquérant le plus barbare ne traita une conquête achetée par des flots de son sang¹⁵.

[6] Pour concevoir ce phénomène politique, il suffit de réfléchir que dès qu'une faction en minorité a pu envahir tout le gouvernement, inquiète et troublée de son propre triomphe, elle ne peut trouver sa sûreté que dans sa furie.

La tyrannie est sans bornes, parce que le corps social lui est nécessairement ennemi ; et que moins il ose, plus elle s'en défie.

Les partis mêmes n'existent plus ; un tel gouvernement redoute jusqu'au sien ; il ne veut plus que des sicaires ; et nulle part on ne peut pas plus se défendre qu'attaquer.

Il faut que la destruction d'un tel régime se murisse dans ses inévitables dissensions.

Toute la France ressemblait au tartare où quelques démons ont pour fonction de faire succéder les supplices aux supplices¹⁶.

[7] Dans chaque lieu, un comité pour faire ou recevoir des délations, accuser les paroles, le silence, la joie, la douleur¹⁷.

Partout des prisons ; et toutes les prisons se vidant et se remplissant chaque jour pour l'échafaud.

Ce n'étaient plus seulement des idées ou des actions contraires au régime dominant, dont celui-ci s'enquerrait ; c'était encore des actions, des idées de toute votre vie¹⁸.

Ce n'étaient plus seulement un rang, une fonction, une fortune, une réputation qu'on avait à expier : un rapport quelconque, une querelle, une amitié, un souvenir, une rencontre, tout ce qui donnait lieu de s'occuper de vous était danger.

Il n'y avait de salut que dans leur oubli : l'âge, le sexe, la pauvreté, la maladie, rien ne vous sauvait.

La terreur avait commencé comme une [8] frénésie féroce ; elle n'allait plus que comme une contagion silencieuse.

Seulement, sous ce despotisme de la mort, quelques hommes isolés se soulevaient quelques fois sur leur douleur, pour observer si, à quelque point de l'horizon, n'apparaissait pas quelque signe de la clémence du Ciel.

Tel qu'il fut conçu, monté et pratiqué, ce Gouvernement révolutionnaire, il ne parut

15 L'ensemble de ces phrases donne une vision noircie à l'extrême de la situation entre l'été 1793 et l'été 1794, laissant à penser que la France entière subit alors un joug et une répression des plus terribles. Quant à la « lie » de la population, il s'agit bien entendu des sans-culottes et le mépris ainsi affiché permet de situer plus ou moins l'auteur dans la « bonne » société.

16 Dans la même optique, cette description fait de la France un pays dans lequel chaque département est touché par la répression, ce qui, on le sait, est loin d'avoir été le cas.

17 Référence aux comités de surveillance, créés par un décret du 21 mars 1793, initialement chargés de surveiller les étrangers, puis participant à la lutte contre les « suspects » à partir de l'automne suivant.

18 Référence probable aux interrogatoires qui souvent comportaient des questions sur les activités et engagements depuis l'année 1789.

qu'un fléau, encore ignoré, sorti des Enfers.

Les hommes, il en fait deux parts, l'une pour les échafauds, l'autre pour la guerre.

Les richesses, il les ôte aux uns, les promet aux autres¹⁹, mais ne les laisse à personne ; il les dévore en un moment, comme s'il avait à s'en délivrer.

Ses lois ne sont que de sanguinaires outrages à ces éternels principes, qui permettent aux sociétés humaines de durer.

[9] Les sciences et les arts lui fournissent toutes les forces dont il se sert ; et il les étouffe dans tous ceux qui les cultivaient, et les détruit jusque dans leurs monuments²⁰.

Destructeur par principe, par principe encore il est propagateur ; il se constitue en guerre avec le genre humain et veut devenir sa religion.

Il ne connaît ni obstacle dans les choses et ni plaintes et soupirs par les hommes.

Il croit tout abattre, tout changer, tout s'asservir, en ne répondant à rien que par sa massue²¹.

La mort est son seul ressort et autour de lui et dans lui-même.

Le soin impérieux de leur salut rallie ces monstres ; et cette même inquiétude les divise ; toujours ennemis secrets ou déclarés, ils s'embrassent avec perfidie ou s'entre-extermine avec rage²².

[10] Il ne restait plus que de mettre en dehors de la révolution la populace elle-même ; c'est ce qui arriva à cette époque.

Rien ne prouve ce qu'elle est au sortir de ces régimes aristocratiques, dont elle était un des produits et même un des éléments.

Elle ne sut pas même montrer de l'étonnement de ce qui lui arrivait ; et après avoir préparé pour toute la Nation la plus atroce tyrannie, elle s'y soumit, non comme à sa punition, mais comme à sa destinée ; elle ne sembla que se retrouver à sa place.

Elle ne reçut pas moins profondément la terreur que les autres classes ; se consolant seulement d'être moins atteinte, parce qu'elle échappait par une servilité plus fébrile.

[11] Sur le 9 thermidor 1794.

Jour de la délivrance de la plus malheureuse nation ; mes reconnaissants souvenirs voudraient te consacrer dans nos fastes !

Peut-être nul autre dans l'histoire de l'humanité entière ne fut marqué par des sentiments aussi pénétrants ; la vertu reprenait la vie sur la terre ; le crime recommençait à être frappé.

Dans les prisons, hors des prisons, on pouvait se dire : Je ne serai pas enlevé à ma mère, à ma femme, à mes enfants ; ou bien, je leur survivrai donc, et il dépendra de moi, non pas

19 L'allusion vise sans doute la vente des biens des émigrés, mais aussi peut-être les décrets de ventôse prévoyant la distribution aux patriotes indigents des biens confisqués aux suspects.

20 Double référence, d'une part à la mobilisation des sciences dans l'effort de guerre national, d'autre part à ce qui a été nommé « le vandalisme ».

21 La massue est alors un attribut classique de l'« Hercule populaire ».

22 Peut-être s'agit-il là d'une allusion aux luttes des factions en l'an II.

de les retrouver, mais d'honorer en paix leur mémoire !

On s'embrassait dans les rues, sans se connaître, mais en s'aimant – comme des compagnons d'un même malheur, d'une même joie.

[12] Nul homme sensible ne peut avoir deux fois un pareil moment dans sa vie ; on semblait assister à la renaissance d'une organisation sociale ; on était forcé de sortir du sentiment de ses pertes pour s'associer à la conservation de ceux qui restaient.

Comment s'est opéré ce grand événement ? Comment cette Convention nationale qui n'avait pu se défendre au 31 Mai contre l'usurpation scélérate des Jacobins, au milieu du soulèvement des départements qui n'attendaient qu'un appel courageux ; comment au sein d'une compression où nul de ses membres n'était assuré de sa vie pour plus de 24 heures²³ osa-t-elle attaquer corps à corps le monstre qui présidait à cette servitude, à cette destruction générale ? et comment parvient-elle à le précipiter en un clin d'œil du haut de ce trône de la terreur et à le fouler aux pieds ?

Il est incertain si parmi cette vingtaine de [13] monstres qui formaient ces comités, lesquels avaient absorbé et concentré tout ce pouvoir de mort qui écrasait la France, Robespierre était le plus féroce²⁴.

Mais il n'est pas douteux qu'il était le plus puissant. Il craignait tout, et particulièrement ce qui était le plus près de lui.

Elevé où il était parvenu par Hébert et Danton, il s'était défait de l'un et de l'autre, et de l'un par l'autre²⁵.

Chef principal de la horde jacobine, il voulait être maître absolu dans les comités.

Il s'y était fait des créatures ; mais il y avait rencontré des rivaux de populocratie et des jaloux de suprématie²⁶.

Au-dessous de tous même dans ce genre de Gouvernement, il les surpassait par l'irritabilité des contradictions et la perfidie des desseins.

[14] Il s'était mis dans la tête de prévaloir dans le peuple par je ne sais quelle religion qu'il se croyait appelé à fonder, et dont il s'arrogeait d'avance le pontificat ; et il faut avouer que si en ceci il était un fou, il n'était pas un sot.

Mais rien ne devait plus choquer et épouvanter ses compagnons de tyrannie que ce genre de fourberie.

Les observateurs avaient remarqué que sa fête de l'Être suprême tendait à la dictature du prophète Mahomet.

Fier de ce rôle pontifical qu'il avait joué, au lieu de la clémence du Ciel, il signala, dès

23 Enième appréciation exagérée, qui fait de chaque membre de la Convention nationale un suspect potentiel, voire un « gibier de guillotine ».

24 Il ne s'agit pas ici pour l'auteur de plaider à décharge pour Robespierre, mais bien de pourfendre d'autres membres des deux grands comités restés en place aux lendemains de Thermidor.

25 L'auteur renvoie ici à l'élimination des deux « factions » au printemps 1794, sans pour autant étayer son affirmation selon laquelle Hébert et Danton auraient ainsi contribué à porter Robespierre « au pouvoir ».

26 Référence probable à ceux qui sont, en l'an III, accusés d'être les continuateurs de Robespierre et de n'avoir contribué à son élimination que pour satisfaire leurs propres ambitions (Barère, Billaud-Varenne, Collot d'Herbois, etc.).

le lendemain, la rage de l'Enfer ; il redoubla l'activité de son Tribunal, qui abattait près de 100 têtes par jour²⁷.

Et cependant il ne le réservait plus qu'à le délivrer de cette faction de la *Montagne* devenue son plus prochain obstacle.

[15] Il affectait alors de ménager les restes du *Côté droit*, en menaçant ce qu'on appelait la *montagne*²⁸.

Ce système, qu'il ne cachait pas, avertissait l'autre parti dans les comités de ne plus lui accorder de victimes dans la Convention.

La masse de la Convention était indécise entre deux tyrannies ; mais c'était une meilleure position pour elle d'être nécessaire à l'une pour frapper l'autre. Elle apercevait confusément cet état de choses et se tenait prête²⁹.

Robespierre est à la tribune ; il vient tout abattre, tout emporter. L'effet sera dans ses premières paroles³⁰.

Les clubs appartiennent à Robespierre ; il domine dans la Commune de Paris ; les chefs de la force armée n'attendent que ses ordres³¹.

Ses antagonistes, ou plutôt ses victimes [16] fixées, n'ont de ressources que dans le désespoir d'une catastrophe pareille à celle qu'ils avaient consommée sur les Girondins.

Tallien lui ferme la bouche ; le presse, le trouble, foment une de ces subites agitations où dans une nombreuse assemblée se précipitent également le courage et la peur.

Dans moins d'une demi-heure, voilà Robespierre en arrestation.

Les Jacobins, la Commune, ses dévoués au dehors et au-dedans tombent d'un seul coup³².

Les Sections voient le succès où s'est montrée l'audace.

L'audace abandonne ceux qui se sont laissés surprendre.

Rien n'est fait cependant encore que contre Robespierre.

[17] Le parti des *Comités*, seul, a soulevé la Convention.

27 Même si le Tribunal révolutionnaire ne saurait être « son Tribunal », Robespierre est ici dénoncé pour son rôle lors de la fête en hommage à l'Être suprême (20 prairial an II – 8 juin 1794) et pour la loi du 22 prairial an II dite de « grande terreur », qui radicalise le fonctionnement du tribunal extraordinaire. Pour autant, le nombre de « 100 têtes par jour » relève une fois de plus de l'exagération. En messidor an II, au plus fort de la vague d'exécutions à Paris, environ 800 condamnés sont guillotinsés en un mois (et non les 3 000 à 3 100 que donneraient 100 exécutions quotidiennes).

28 Le « côté droit » vise tout à la fois les débris de la Gironde, notamment les quelque soixante-dix représentants incarcérés depuis octobre 1793 et que Robespierre a protégés d'une mise en accusation, mais aussi les membres de la Convention qui siègent à la Plaine.

29 Raisonnement pour le moins téléologique, dès lors qu'il suppose une Convention avide d'écarter Robespierre et ses partisans pour mieux ensuite s'en prendre aux autres membres des deux grands comités, ici supposés représenter un autre « parti ».

30 L'allusion vise le discours de Robespierre à la Convention le 8 thermidor.

31 Si la Commune de Paris, épurée après l'élimination des « Hébertistes », et la Garde nationale, dirigée par Hanriot, apparaissent comme d'évidents soutiens à Robespierre, il est pour le moins exagéré de prétendre ainsi que tous « les clubs » sont composés de ses affidés.

32 Les 10, 11 et 12 thermidor, Robespierre et trois autres membres de la Convention nationale (son frère, Couthon et Saint-Just [un cinquième représentant du peuple, Le Bas, s'est suicidé]), ainsi que plus de cent citoyens arrêtés avec eux périssent sous le couperet de la guillotine, dont la très grande majorité des membres de la municipalité parisienne.

Saisi encore de tout le pouvoir, il s'empare de la victoire.

A cela près que Robespierre et son *Être suprême* disparaissent de la scène, tout va rentrer dans l'ordre accoutumé.

Non, et voici seulement la révolution qui s'ouvre.

On ne se soulève pas d'un pareil état pour y retomber. Dans la Convention, dans Paris, le mouvement n'est pas seulement contre l'oppresseur ; il est contre l'oppression.

La Convention veut rentrer dans sa puissance ; le public dit exécution à la terreur.

Le supplice en masse du parti de Robespierre reporte l'espérance où était l'abattement, le trouble où était l'insolence.

[18] A peine les Billaud, les Collot, les Barère sont-ils revenus avec leur ton *décemviral*, qu'on les repousse ; qu'on les menace ; que le pouvoir qu'ils exerçaient retombe à la Convention et se modifie de manière à être tourné contre eux-mêmes³³.

Le surlendemain de la chute de Robespierre, ils étaient déjà dans le chemin du même supplice. Ils ne sont plus dans la Convention que des ombres d'eux-mêmes ; ils ne s'y soutiennent plus que par cette complicité dans leurs crimes qu'elle ne sentait que trop.

Bizarre gouvernement qui résulta du 9 thermidor et du 4 prairial³⁴.

La *décade* ne se passait pas sans que la Convention n'eût tiré de ses vieilles habitudes quelques décrets bien malfaisants, bien absurdes.

Mais tous les *décadi* les Sections de [19] Paris s'assemblaient ; elles prenaient en considération toute la besogne de la Convention ; et elles venaient la gourmander et lui apprendre son devoir : leçon qu'elle recevait toujours avec humeur ; mais à laquelle elle cédait à la fin. On eut dit les derniers temps de l'ancien régime.

C'est ainsi qu'on la vit jurer qu'elle maintiendrait la loi du 17 septembre, qui menaçait à peu près les 200 000 personnes notables qui restaient en France ; et ensuite ouvrir les prisons ; jurer que les clubs étaient la pierre angulaire de la révolution, et fermer les antres jacobins³⁵ ; jurer qu'elle ne rendrait jamais les biens des condamnés, et restituer même loyalement leurs biens³⁶ ; jurer que les 73 députés incarcérés par suite du 31 Mai

33 La première attaque contre ces trois membres du comité de Salut public se produit le 12 fructidor an II (29 août 1794).

34 Le 4 prairial an III (23 mai 1795) est alors considéré comme la date qui marque la restauration de l'ordre après les manifestations populaires des jours précédents, notamment avec l'encerclement du faubourg Saint-Antoine par l'armée pour procéder au désarmement des sans-culottes. Dans une proclamation de la Convention du 1^{er} thermidor an III (19 juillet 1795), c'est justement cette date du 4 qui est prise en compte pour être d'ailleurs rapprochée du coup de force contre Robespierre et ses partisans : « Le 9 thermidor, la Convention nationale a frappé les chefs de cette faction coupable ; le 12 germinal, elle a bravé ses poignards ; le 4 prairial, elle a terrassé ses débris [...] ».

35 Le 25 vendémiaire an III (16 octobre 1794), un décret interdit aux sociétés politiques toute affiliation entre elles, ce qui précipite leur déclin. A Paris, la Société des Jacobins est fermée sur ordre de la Convention nationale le 22 brumaire suivant (12 novembre).

36 Les 21 nivôse et 22 germinal an III (10 janvier et 11 avril 1795), deux décrets autorisent le retour des émigrés partis après le 31 mai 1793, leurs biens leur étant restitués s'ils n'ont pas déjà été vendus comme biens nationaux (ils sont indemnisés si des ventes ont eu lieu).

ne rentreraient pas dans son sein, et bientôt après les rappeler avec honneur³⁷ ; et recevoir avec de plus justes hommages ceux qui étaient échappés à la proscription³⁸ ; jurer que le 31 Mai avait sauvé la république, et déclarer ensuite que cette révolution avait fait la ruine de la France et était son opprobre ; [20] jurer qu'il ne lui était permis que de donner des lois organiques à la constitution de 93, et ensuite instituer une commission pour en faire une autre³⁹.

Pendant qu'on invoquait encore à la Convention la divinité de *Marat*, son buste était porté à la voierie, du gré même de la Convention⁴⁰.

Elle ordonnait une fête pour le supplice du dernier roi ; et le peuple faisait une farce de l'enterrement des Jacobins.

Les Jacobins avaient leurs phalanges pour motionner dans les rues, pétitionner à la Convention et faire des émeutes.

On eut une jeunesse parisienne, qui donnait la chasse aux hordes jacobines⁴¹.

Les Jacobins avaient leurs chants de fureur, on eut le *réveil du peuple*⁴².

Des proconsuls avaient été organiser dans [21] tous les départements la mort ou l'incarcération des honnêtes gens, et le pillage de toutes les propriétés.

D'autres proconsuls choisis dans un autre esprit y allèrent provoquer la révélation de ces horreurs révolutionnaires qui surpassent tous les tableaux de l'histoire⁴³.

Le tribunal révolutionnaire subsista encore quelques temps ; mais il servit à dérouler au profit des affections sensibles du peuple tous les crimes des monstres qui l'avaient fanatisé de leurs fureurs et ses dernières proies furent les juges assassins de ce tribunal⁴⁴.

Combien d'autres vengeance, combien d'autres réparations étaient indiquées par l'examen de l'état de la Nation ; étaient sollicitées par la voix publique ! Elles retentissaient

37 Les députés girondins proscrits en 1793 sont rappelés au sein de la Convention nationale le 18 frimaire an III (8 décembre 1794), après plus d'une année d'incarcération.

38 Le décret de réintégration mentionné ci-dessus excluait les représentants du peuple qui avaient choisi de se soustraire à la justice, car ils avaient alors été considérés comme des « traîtres » et mis hors de la loi en raison de leur fuite. Ils obtiennent finalement eux aussi le droit de siéger à nouveau par un décret du 18 ventôse an III (8 mars 1795).

39 La commission des Onze, qui rédige le projet de Constitution de l'an III.

40 Les restes de Marat sont transférés au Panthéon à la fin de septembre 1794. Au début de 1795, sa présence dans ce lieu sacré est violemment contestée par toute une campagne pamphlétaire et par des gestes hostiles à sa mémoire (bris de bustes, etc.). Le 20 pluviôse an III (8 février 1795), un décret de la Convention nationale ordonne que les honneurs du Panthéon ne pourront être accordés à un citoyen, ni son buste placé dans les lieux publics, que dix ans après sa mort. L'article 2 du texte annule tout décret antérieur dont les dispositions seraient contraires, ce qui aboutit aussitôt à exclure Marat du Panthéon (mais aussi Le Peletier de Saint-Fargeau, panthéonisé en janvier 1793).

41 La « jeunesse dorée ».

42 *Le Réveil du peuple*, chant devenu une sorte d'hymne de la « jeunesse dorée » en 1795.

43 L'utilisation du mot « proconsul » marque l'hostilité très claire de l'auteur aux représentants du peuple en mission. Pour autant, il souligne l'importance de cette institution révolutionnaire pour appliquer les nouvelles orientations politiques de la Convention nationale après Thermidor, moyennant bien sûr des changements politiques dans le choix des représentants du peuple envoyés en mission.

44 Le Tribunal révolutionnaire est supprimé le 12 prairial an III (31 mai 1795). Fouquier-Tinville et quinze coaccusés ont été guillotins quelques semaines plus tôt, le 18 floréal (7 mai).

au moins dans la Convention, si elles n'y triomphaient pas⁴⁵.

C'était une sorte de phénomène d'y entendre [22] parler justice, raison, humanité, au moins sur quelques points.

La masse de la Convention, étonnée des voies nouvelles où elle marchait, tendait de plus en plus à rétrograder ; mais elle était sous une impulsion trop forte.

Quelques hommes dignes d'une haute estime y avaient repris de l'ascendant par la faveur publique.

Les Tallien, les Fréron, n'étaient plus que des hommes à qui l'on pardonnait.

Le public marchait tout seul ; il appliquait à tout sa liberté de penser et d'écrire ; toutes les questions se traitaient ; toutes les vérités se publiaient ; tous les systèmes se reproduisaient ; toutes les querelles se ranimaient.

Jamais une Nation ne fit plus le procès aux autorités qui la régissaient ; jamais la [23] révolution *sans-culotide*⁴⁶ ne sera plus sévèrement jugée qu'elle le fut par la génération qui en avait été complice par sa faiblesse.

Nulle part on ne pouvait davantage détester tant de crimes ; les autres peuples, les autres temps n'auront rien à ajouter à tout ce que nous avons dit sur nous-mêmes.

J'ai dit plus haut qu'un Gouvernement révolutionnaire n'était autre chose qu'une dictature nationale dans le passage d'un régime à un autre.

Cette dictature, en émanant et se rapportant à une représentation nationale, doit être à la fois le guide et le frein du Corps représentatif⁴⁷.

C'est une autorité où tout est force, parce que tout y est besoin ; dont la confiance est le nerf, dont les succès dépendent de sa moindre durée.

Que telle autorité ne peut être instituée que par [24] une représentation nationale éminemment sage et vertueuse.

Telle n'était pas devenue la Convention. Mais elle venait de recevoir une bonne leçon ; elle ne se laissa plus escamoter son autorité ; elle délégua d'énormes pouvoirs, mais de manière qu'on ne peut plus les tourner contre elle.

N'en sachant et n'en voulant pas davantage, elle ne forma qu'un gouvernement faible, incertain, incohérent, incapable de donner une nouvelle direction et de rien corriger dans cette confusion de tous les maux et de tous les désordres.

Un Comité de *Salut public* avait l'administration des choses ; un Comité de *Sûreté générale* avait celle des personnes ; un Comité de *Législation* proposait des lois et inspectait les tribunaux ; un Comité des *Finances* disposait du Trésor national et demandait des décrets pour y faire entrer ou en faire sortir le papier dont il avait une manufacture toujours

45 A partir de l'automne 1794, la Convention nationale ayant décrété la création d'une commission de vingt et membres pour examiner le cas de chaque représentant du peuple dénoncé et contre lequel il y aurait lieu à accusation (Carrier est alors le premier visé), un véritable flot de dénonciations déferle sur la capitale, notamment contre les anciens représentants en mission montagnards.

46 L'expression illustre les positions politiques de l'auteur et son mépris viscéral pour les sans-culottes.

47 Référence au fait que le Gouvernement révolutionnaire, fondé sur la « centralité législative », a confié l'essentiel des pouvoirs à la Convention nationale et réduit le pouvoir exécutif à la portion congrue.

roulante⁴⁸.

[25] Ces comités se réunissaient, se séparaient, à leur volonté, ou à la demande de l'Assemblée ; tenant à une autorité unique, qui n'avait ni loi au-dessus d'elle, ni contrôle ; leur marche était toute arbitraire, toute despotique ; ils proposaient les mesures et les exécutaient ; on pouvait les borner, les harceler dans leur marche ; mais jamais en avoir des comptes, ni les vérifier.

Toute la garantie de l'Assemblée consistait dans la succession et la variation des membres de ces comités ; ils se renouvelaient par *quart* de mois en mois⁴⁹ ; on les tenait ainsi en communication de vues et d'intérêts avec l'Assemblée ; et chaque membre y veillait aux intérêts de sa faction.

Formation d'un nouveau Gouvernement par des Comités

Mais cette carrière de crimes et de désastres, qu'avait parcourue la Convention, la retenait, [26] lorsqu'il fallait en sortir ; elle répugnait au mal et craignait le bien.

Pressée entre les honnêtes gens et les Jacobins, elle n'était ni aux uns ni aux autres⁵⁰.

Ne posant pas sur un terrain ferme, elle avait la manie de tenir la balance entre deux intérêts opposés.

Il lui eut fallu chercher hors d'elle des plans régénérateurs et des hommes pour les exécuter, mais sa défiance et son orgueil ne lui permettaient pas d'invoquer des lumières et des secours étrangers ; elle cédait souvent et ne consultait jamais.

Si elle avait eu quelque chose, un peu de caractère, qui indique et soutient un système de conduite, c'était dans ses plus funestes erreurs.

Ainsi, rien ne put jamais la détacher de sa manie de faire des serments dictés par un faux [27] enthousiasme et une peur réelle ; de décréter sans examen ; de se rétracter de même ; de mettre à tout des peines de mort ; de commander des choses inexécutables ; d'accréditer de faibles dangers par l'échafaudage de ses précautions ; de prendre des opinions pour des conspirations ; des paroles pour des attaques ; de frapper sur des masses, lorsqu'il ne s'agissait que de punir quelques individus ; de tout subordonner à de petites vues ; d'entrer en convulsion à la moindre alarme qu'on lui donnait ou qu'elle prenait ; de ne connaître jamais que les moyens arbitraires ; et de les désorganiser toujours par son inconstance dans l'exécution.

Elle semblait avoir pour système de borner le plus possible le bien qu'elle faisait ; et de

48 Si l'on excepte le passage sur le comité des Finances, présent surtout afin de dénoncer les assignats, la mention des trois comités renvoie à la réorganisation décidée par un décret du 7 fructidor an II (24 août 1794). Ce dernier brise la puissance du comité de Salut public et restreint considérablement ses pouvoirs.

49 Ce renouvellement mensuel est décidé le 11 thermidor an II (29 juillet 1794). C'est à l'occasion du premier renouvellement après Thermidor que, le 15 fructidor (1^{er} septembre), Billaud-Varenne et Collot d'Herbois choisissent de démissionner du comité de Salut public, tandis que Barère en sort par tirage au sort.

50 On retrouve ici ce qui marque peu à peu la Convention dite « thermidorienne » et plus encore le Directoire, cette volonté d'écarter les « extrêmes » pour mieux gouverner au « centre » et achever ainsi la Révolution.

s'en ôter tout le gré, en ne l'accordant que lorsqu'elle ne pouvait plus le refuser ; et dans le mal, de le conserver toujours au-delà de son terme ; de l'augmenter comme à plaisir ; et de le rendre encore plus odieux par un froid mépris des plaintes des malheureux ou une insolente obstination contre les réclamations publiques. »

34

vingt-cinquième
C'est la première

Fragment

Sur le gouvernement révolutionnaire ou la Terreur.

Sur l'insurrection du 31. mai 1793.

Le plan d'une insurrection active est aussi difficile
dans un vaste empire, qu'il est facile dans un petit Etat.

Comment se communiquer à l'écart de telles distances,
comment trouver dans chaque lieu la même volonté,
le même zèle, des moyens proportionnés aux difficultés?

Chacun a son système, et veut que les autres
s'y soumettent.

Chacun craint de s'avancer le premier et
personne ne se met en avant; chacun, à chaque
effort, attend que les autres en fassent autant;
chacun tremble de rester seul, et est tout prêt de
faire son accommodement séparé.